

L'EMANCIPATEUR

En encart :
Attestation pour l'impôt sur le revenu

édito

1er mai
tous et toutes
en
manifestation

sommaire

- Edito **1**

- Assez de communications gouvernementales sur la santé **2**

- Dette publique **3**

- L'imposture RN (épisode 9) **4**

- Un 1er mai pour prolonger toutes les luttes - Infos diverses **5**

- Mobilisations dans les établissements varois de la Défense **6**

Dans le sillage des récentes annonces gouvernementales concernant la santé, il est impératif de se pencher sur la réalité économique de notre pays. La dette publique, un sujet souvent évoqué avec inquiétude, est fréquemment attribuée à un prétendu excès de dépenses. Cependant, il est essentiel de reconnaître que le problème ne réside pas dans les dépenses, mais plutôt dans un véritable déficit de recettes.

Les services publics, y compris ceux liés à la santé, sont le pilier d'une société équitable et prospère. Réduire les dépenses dans ces domaines vitaux n'est pas la solution ; nous devons plutôt nous concentrer sur l'amélioration de l'efficacité des recettes fiscales pour soutenir et renforcer ces services indispensables.

Dans ce contexte, nous observons une effervescence de mobilisations dans les établissements varois de la défense, mobilisations qui méritent notre attention et notre soutien. À l'AIA de Cuers, les personnels se dressent pour revendiquer un avancement de carrière respectueux de leur dévouement et de leur compétence.

De même, au CMG de Toulon, la situation critique des conditions de travail a poussé les personnels de la paye à un point de rupture. Le sous-effectif chronique a engendré un surmenage inacceptable, avec des conséquences graves sur la santé et le bien-être des employés. La mobilisation a permis la promesse de débloquer l'embauche de sept agents supplémentaires, mais la lutte pour la reconnaissance et la fidélisation reste entière.

Ces mouvements de protestation ne sont pas isolés mais font écho à une problématique nationale : la nécessité de reconnaître et de valoriser le travail de chacun.

La dette publique ne doit pas être un prétexte pour négliger nos services et ceux qui les font vivre... Ou les ont fait vivre puisque les retraités attendent toujours une juste revalorisation de leurs pensions et sont directement impactés par les mesures gouvernementales sur la santé.

Il est temps de rééquilibrer la balance, non pas en réduisant les dépenses mais en augmentant les recettes pour investir dans notre avenir commun.

En cette période de réflexion sur notre système de santé et notre économie, nous appelons à l'unité et à la solidarité. Le 1er mai, jour de la Fête du Travail, approche à grands pas, et c'est l'occasion idéale pour se rassembler et faire entendre notre voix. Ensemble, nous pouvons mettre en lumière les véritables enjeux et travailler à la construction d'un avenir meilleur pour tous.

Le 1er mai, soyons unis pour la justice sociale, portons haut la lutte de classe.

Michel CANESTRELLI
Secrétaire Général

Assez de communications gouvernementales sur la santé : nous voulons des actes

Gabriel Attal se contente d'effets de communication en annonçant une enveloppe de 32 milliards sur 5 ans pour la santé, enveloppe qui n'est autre que l'évolution annuelle, normalement prévue au budget de l'Assurance Maladie : ESBROUFE.

On ne peut pas présenter un budget déjà voté pour les prochaines années comme des « milliards supplémentaires ». La loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027 fait passer de 247,6 milliards d'euros en 2023 à 278 milliards d'euros en 2027 (+ 2,9 %), soit une trentaine de milliards d'euros. Or, l'Ondam prévu par la loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) pour 2024 ne sera, en évolution, que de 3,2 %. Elle est, alors, inférieure au coût des dépenses de santé prévues (autour de 4,5 %) et très loin des exigences portées par les personnels de santé (10 %).

Plutôt que des effets d'annonces trompeuses, nous exigeons des actes.

La seule mesure sérieuse, permettant de mettre « l'hôpital en haut sur la pile » serait de réviser immédiatement l'Ondam à la hausse, à partir de la loi rectificative de financement de la Sécurité sociale : « dont acte » monsieur Attal.

Les propos tenus par le président de la République n'ont pas permis de nous rassurer, notamment avec l'augmentation des franchises sur les médicaments de 0,5 à 1 euro. Quand il évoque une meilleure coordination entre la médecine de ville et l'hôpital, il ne fait « qu'enfoncer des portes ouvertes » s'il n'y a pas une politique plus offensive vis-à-vis de la formation des futurs médecins. Alors que la population considère que les questions d'accès aux soins

et les moyens alloués à notre système de santé doivent être une des principales préoccupations des politiques publiques, le gouvernement continue de donner des signes contradictoires. La nouvelle composition ministérielle, avec la disparition d'un ministre de la Santé en plein exercice, interroge fortement et questionne sur la volonté gouvernementale.

Il est urgent d'imposer un autre projet.

La crise sanitaire et sociale du pays nécessite des mesures financières et politiques urgentes :

- Pour la branche maladie de la Sécurité sociale, un véritable plan de rattrapage pour le service public afin de sortir de la désertification médicale grandissante, de l'austérité hospitalière, de l'augmentation des

inégalités sociales de santé, du désengagement de la Sécurité sociale vers les complémentaires santé ;

- Pour les retraites, une augmentation immédiate de 10 % ;
- Pour l'autonomie, une loi de programmation pluriannuelle « grand âge » dotée de 0,5 à 1 point de PIB supplémentaire, pour répondre à d'immenses besoins d'aujourd'hui et demain, auxquels ne répondent pas le saupoudrage et les mesurette du gouvernement.

L'hôpital public mérite mieux que des artifices de communication, alors que 100 000 emplois supplémentaires sont nécessaires actuellement.

Alors, assez d'esbroufe, nous voulons des actes.

Emile Gondran

LA SITUATION VA S'AMÉLIORER À L'HÔPITAL



Dettes publiques : pas un excès de dépenses mais un vrai déficit de recettes

Dans son édition du mercredi 10 avril, « Var-Matin » a publié une interview d'un certain Philippe Dessertine, dans laquelle cet économiste dans la haute finance, nous explique comment redresser la situation financière de la France et résorber le déficit public affiché à 5,5% du PIB.

Sans surprise, lui qui a œuvré aux côtés d'Alain Juppé, de Michel Rocard, de Didier Migaud, président de la Cour des comptes jusqu'en 2020 et de Jean-Paul Delevoye, apôtre de la réforme des retraites, prône « du courage politique » et des solutions capitalistes pour engager

« des réformes structurelles qui ne sont pas populaires », entendez par là : « La dépense publique est excessive, une baisse est obligatoire... Et donc, sa solution consiste en « une refonte structurelle des services publics, notamment l'éducation et la santé... ». Pour liquider notre système social français, il préconise même de se servir de « la montée en puissance de l'Intelligence Artificielle » ! Voilà un nouveau porte-voix de la Macronie qui monte au créneau pour justifier l'aggravation des politiques austéritaires.

Cette dette découle des choix ultralibéraux qui plombent le budget et nos services publics !

Si ce déficit de nos finances publiques est important et inédit, il résulte des choix du capital faits depuis de nombreuses années qui ont provoqué la perte de près de 70 milliards d'Euros de recettes, avec notamment : la suppression de l'ISF, la mise en place du CICE, les



exonérations de cotisations sociales, la suppression progressive de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, la suppression de la redevance audiovisuelle. Il faut rajouter à cela les quelques 100 milliards annuels qui échappent au budget de l'Etat au travers de l'optimisation et de l'évasion fiscale.

Ce manque de recettes pèse déjà lourdement sur tous nos services publics, l'hôpital va mal, l'école va mal... Et avec les annonces gouvernementales de nouvelles réductions des dépenses de plusieurs dizaines de milliards pour les années à venir, le projet de réforme de la Fonction Publique, ce sera encore moins de services publics. **Pour éviter un nouveau « tour de vis » et faire grandir les services publics... Faire rentrer des recettes nouvelles !**

Pour contrer ce nouveau plan d'austérité et renforcer nos services publics, notre protection sociale et

nos acquis sociaux, des mobilisations massives sont indispensables. Et contrairement aux affirmations de Bruno Le Maire, d'autres choix sont possibles pour faire rentrer des recettes nouvelles, sur la base d'un vrai partage des richesses, en particulier : réformer la fiscalité pour plus de justice, taxer les grandes fortunes, stopper la gabegie des fonds publics en direction des entreprises et sans contrepartie, taxer les transactions financières et créer des coopérations au niveau européen pour récupérer les 100 milliards annuels dormant dans les paradis fiscaux aux quatre coins de la planète.

Mais nous n'imposerons ces solutions alternatives que par l'action résolue, unitaire et massive. La journée du 1er mai sera l'occasion pour les travailleuses, travailleurs et retraités de faire entendre ces exigences.

Michel Renouf

L'école publique dans le viseur de l'extrême-droite

Alors que l'échéance électorale européenne se rapproche à grands pas et que le candidat du R.N. est toujours en tête dans les sondages, nous poursuivons ce mois-ci notre décryptage de l'enfumage de l'extrême-droite.

Cette fois-ci sur l'école publique : en fait, l'extrême-droite a récupéré le principe de laïcité en l'utilisant pour servir leur idéologie à l'opposé des idéaux laïcs. Après le grand remplacement, c'est à présent la théorie d'un « **grand endoctrinement** » qui d'après-eux, se mettrait en place. Depuis quelques années, au travers de micro-associations (« Parents vigilants », créée par le parti Reconquête et « Racine-Les enseignants patriotes » issue d'un collectif fondé en 2013 par Marine Le Pen) ils s'en prennent aux enseignants, aux élèves, aux personnels et bien sûr aux contenus des cours, estimés non conformes ! Ils veulent reprendre la main sur l'école laïque et le contrôle de l'enfant.

A titre d'exemple, parmi les thèmes sur lesquels le collectif « parents vigilants » s'est montré particulièrement agressif : l'éducation à la vie sexuelle et affective, les droits LGBT et ceux des personnes migrantes. Leurs stratégies sont relayées de manière très offensive sur les réseaux sociaux. Ils ne reculent devant aucune pratique : raids et harcèlements numériques, identités et coordonnées rendues publiques, et parfois lors de leurs interventions avec la complicité du service d'ordre du syndicat lycéen d'extrême-droite « La cocarde » !

D'ailleurs, en novembre 2023, l'intersyndicale FSU/SUD/CGT/CFDT/UNSA a interpellé le ministre de

l'éducation nationale, face à des menaces graves dont certains enseignants étaient victimes. Ces derniers ont même dû bénéficier d'une protection policière !

Certes, ces groupuscules fascistes et leurs pratiques, qui rappellent de douloureux souvenirs nauséabonds, ont développé ces stratégies souterraines car ils ont du mal à exister. Pour autant la plus grave erreur serait de les banaliser car cela s'inscrit dans une démarche globale. Et là encore, ce qui se passe au sein de notre école publique doit nous éclairer sur ce qu'il en est véritablement de la dédramatisation et de la pseudo respectabilité des différents courants de l'extrême-droite, RN et Reconquête notamment.



• L'ENFUMAGE DU R.N. SUR LES DROITS DES FEMMES...

• L'extrême-droite refuse toute politique publique qui pourrait amener à l'égalité de genre, comme en témoignent les votes du RN au parlement européen.

• Ils ont voté contre :

- La condamnation de l'interdiction de l'IVG en Pologne (2020)
- L'égalité salariale entre les hommes et les femmes (2020)
- Le plan d'action européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2020)
- Le plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au sein des institutions(2021)

• Ils se sont abstenus :

- Sur le plan de lutte contre le harcèlement sexuel (2023)
- Voilà la réalité de la dédramatisation du RN !

Michel Renouf

Pour rentrer plus à fond dans tous les sujets un numéro très riche de « la Vie Ouvrière »

Le numéro d'avril 2024 de « LA VIE OUVRIÈRE »

Au sommaire : **L'EXTREME-DROITE... NON !** 9,50 euros

- Election Européenne : un scrutin à haut risque.
- Bataille culturelle : l'extrême-droite tisse sa toile.
- Liens entre : fascisme historique et extrême-droite contemporaine.
- Résister : comment les syndicats organisent la riposte.

Pour commander ce numéro : site Internet « NVO Boutique »

Un 1er mai pour prolonger toutes les luttes !

Ce 1er mai 2024, journée internationale des travailleuses et travailleurs, va se tenir dans un contexte explosif dans de nombreux domaines. La période est marquée par :

- Des guerres terriblement meurtrières aux quatre coins du globe.
- En France, c'est un nouveau plan d'austérité qui s'annonce. Les inégalités sociales s'aggravent alors que des profits records sont enregistrés et que les cadeaux aux entreprises du CAC40 se multiplient.
- Le gouvernement prépare des milliards d'économies sur le dos des politiques sociales, des services publics, et de la transition écologique.
- Il compte faire les poches des chômeurs(es), et des malades.
- Il poursuit et amplifie les attaques contre les conquits sociaux et le code du travail.
- Il attaque les libertés collectives, individuelles et syndicales, le droit d'expression et de manifestation.

Voilà pourquoi, dans l'unité, le 1er mai 2024 sera le prolongement de toutes nos luttes pour la paix, l'augmentation des salaires et pensions, la sécurité sociale, les services publics, le progrès social, l'égalité hommes/femmes, l'environnement, les libertés, contre l'austérité et les idées d'extrême-droite.

**DEUX RASSEMBLEMENTS
DANS LE VAR A L'APPEL DE
CGT/FSU/CFDT/SOLIDAIRES
et UNSA :**

TOULON : 10H30 devant la bourse du travail (Manif et retour avec Apéro intersyndical devant la bourse)

DRAGUIGNAN : 10H30 devant la sous-préfecture (Manif et moment convivial au jardin Anglès)

INFOS DIVERSES... INFOS DIVERSES...

« Taxe lapin »... Réponse hors-sujet aux vrais besoins d'accès aux soins !

La taxe « Lapin » serait une pénalité financière de 5 euros, infligée aux patients n'ayant pas honoré un rendez-vous médical et n'ayant pas prévenu au moins 24 heures avant.

Le gouvernement ne manque pas d'air ! comme si la responsabilisation, la culpabilisation et la pénalisation des assurés sociaux allaient pallier au manque de médecins.

Sans compter que ce type de mesure dont on ne connaît pas les critères, sera ingérable pour les médecins et facteur de tensions avec les patients, ce qui est totalement inenvisageable dans la relation de soins et d'accompagnement.

Qui plus est, cette nouvelle mesure arrive derrière d'autres, toutes aussi incohérentes et qui contredisent elles, le rôle fondamental du médecin traitant, pilier central du suivi médical intégral des patients : Délivrance de traitements spécifiques par les pharmaciens, accès direct à certains professionnels, développement des assistants médicaux...

Aujourd'hui, 6 millions d'assurés sociaux n'ont pas de médecin traitant, la réalité des déserts médicaux se propage sur de nombreux territoires, le nonaccès et le renoncement aux soins sont incontestable du fait des dépassements d'honoraires et les difficultés s'aggravent pour trouver un rendez-vous dans des délais raisonnables.

Voilà ce qui dégrade la santé publique !

Et cette situation dramatique n'est pas de notre fait mais bien de la très lourde responsabilité des gouvernements successifs, dont les choix politiques ultra-libéraux ont dégradé notre système de santé au point qu'il soit devenu ingérable.

Nous avons donc besoin en urgence d'un changement radical de modèle de médecine, hors du secteur marchand et fondé sur la notion de service public et de l'intérêt général. Les manifestations unitaires du 1er mai seront l'occasion de porter à nouveau cette exigence.

Michel Renouf

Licenciement dans la Fonction Publique : le ministre part à la dérive !

Comme si le contentieux revendicatif n'était pas suffisamment lourd, Stanislas Guérini en rajoute une couche ! Après avoir confirmé, lors d'une réunion avec les organisations de la Fonction Publique, les choix austéritaires de l'exécutif et refusé de négocier les demandes unanimes des syndicats, c'est dans les médias (quel courage politique !) qu'il a annoncé son intention de « lever le tabou du licenciement dans la Fonction publique » !

Guérini semble oublié que des dispositions existent déjà pour traiter des situations problématiques.

Pour un ministre qui clame son amour des agents... Chacun appréciera !

Pour un ministre qui déclare son attachement au dialogue social... On notera la duperie ! Pas un mot, pas la moindre allusion en réunion devant l'ensemble des fédérations.

Décidemment, sur le fond comme sur la forme, ce ministre confirme sa démagogie et son mépris pour les fonctionnaires, leurs représentants et la démocratie sociale. La CGT saura en tirer les conséquences.

Mobilisations dans les établissements varois de la Défense...

AIA de CUERS : ça bouge pour les déroulements de carrières

Depuis la mi-mars, des rassemblements et actions diverses se multiplient sur le site pour exiger un avancement digne de ce nom.

Après un avancement à minima en 2023, les chiffres annoncés en commission pour 2024 confirme que le compte n'y est toujours pas. C'est pourquoi, en intersyndicale, de 200 à 250 personnels à statut ouvrier se mobilisent notamment pour exiger un taux d'avancement de 20%, et l'octroi de postes supplémentaires pour 2024.

Une petite avancée a été obtenue en interne, pour autant elle est loin de répondre aux revendications

des personnels, donc, la mobilisation se poursuit... A suivre !



CMG de TOULON : la mobilisation continue pour l'organisation et les conditions de travail

Avec une intersyndicale CGT et CFDT, les personnels de la paye du Centre Ministériel de Gestion, majoritairement des fonctionnaires, sont arrivés à un point de rupture. Ils ont poursuivi leur mobilisation engagée dès février pour dénoncer leurs conditions de travail qui se sont dégradées gravement depuis 2022 et le manque de reconnaissance.

La situation est devenue intenable : travail au domicile le weekend pour certains, d'autres travaillant en maladie, le travail qui s'accumule pendant les congés.

C'est le sous-effectif récurrent qui touche ce service qui en est la cause. Alors que chaque agent devrait traiter en moyenne entre 180 et 200 dossiers, ce sont en réalité 250 à 350 dossiers selon les

postes. Conséquences : fatigue, stress permanent, voire Burn-out.

Premières avancées : un préavis de grève a donc été déposé pour le lundi 15 avril pour obtenir des recrutements et la reconnaissance du travail. Plusieurs rencontres avec la direction locale, rencontre avec la direction nationale et avec le directeur de cabinet du ministre des armées. Le dépôt de ce préavis a permis de débloquer la situation et l'embauche de 7 agents supplémentaires semble actée. Les personnels ont donc décidé de lever provisoirement le Préavis de Grève.

Par contre, la question de la reconnaissance et de la fidélisation n'est pas réglée, notamment concernant un déroulement de carrière satisfaisant et la prime de fidélisation... Autre affaire à suivre donc !

